

Initiatives ministérielles

Ce député, qui a fait campagne en faveur de l'Accord de libre-échange, semble aujourd'hui ne plus en vouloir. Il n'a pas été choisi comme candidat du Parti réformiste; il cherche peut-être maintenant l'investiture du Nouveau Parti démocratique. Monsieur le Président, on n'a pas contribué de façon constructive au débat; on n'a fait que brouiller les pistes. Cela n'a servi à rien sinon qu'à éveiller les bas instincts des Canadiens.

M. Kindy: Monsieur le Président, je voudrais ajouter que l'Alberta traverse une période de crise: elle a perdu 70 000 emplois dans l'industrie pétrolière et gazière depuis 1985. C'est un fait. En Alberta, nous entendons parler quotidiennement de mises à pied. L'industrie pétrolière et gazière connaît de graves difficultés. Et cela s'est produit sous ce gouvernement. Pourtant, quand il a pris le pouvoir en 1984, il avait promis la prospérité à l'Alberta.

Nous avons au moins un gouvernement provincial attentif et responsable qui semble vouloir aider les Albertains. Chose certaine, les députés de l'Alberta ne défendent pas les intérêts de leur province ici, à la Chambre.

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, je sais que le député de Calgary-Nord-Est n'avait pas, par ses propos, l'intention d'induire la Chambre en erreur. Il est vrai qu'il y a des suppressions d'emplois dans le secteur pétrolier et gazier qui évolue maintenant dans un marché mondial à l'heure actuelle. C'est notre gouvernement qui a supprimé le Programme énergétique national. En ce qui concerne l'eau, c'est bien entendu notre gouvernement qui a veillé à ce que l'Accord de libre-échange exclue l'eau sauf celle en bouteille.

Je crois fermement que la diversification de l'économie de l'Alberta et, en fait, de nombreuses provinces, est tout à fait essentielle. Le député pourrait-il nous dire où il était ces derniers temps et pourquoi il ne retourne pas dans sa circonscription pour voir exactement à quel point sa province de l'Alberta se diversifie.

M. Kindy: Monsieur le Président, je me penche sur les statistiques et je m'aperçois qu'en Alberta, le secteur de la fabrication ne représente que 4 p. 100 de l'activité économique. Je ne pense pas que cela ait changé au cours des cinq dernières années.

J'essaie d'attirer de nouvelles industries en Alberta. Cependant, la politique financière du gouvernement ne le permet pas. Sa politique financière et sa politique en matière de transport sont un échec complet. Il a même sabré dans les services ferroviaires offerts par VIA Rail et empêché ainsi les Canadiens d'aller d'une province à une autre afin de constater les beautés de notre pays. C'est là

un gouvernement qui a sacrifié nos intérêts dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

• (1210)

Je suis vraiment désolé de ce qui se produit. J'espère que le gouvernement aura le courage de déclencher des élections.

Mme Sparrow: Pourquoi ne retournez-vous pas dans votre circonscription, Kindy?

M. Lee Richardson (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, je ne voulais tout simplement pas que ce débat se poursuive et qu'on reste sur l'impression laissée par le député qui affirme que la situation est très mauvaise en Alberta. Comme ma collègue de Calgary-Sud-Ouest l'a fait remarquer, si le député avait eu l'occasion de se rendre dans sa propre circonscription, il aurait peut-être eu des raisons d'être encouragé et de se montrer moins pessimiste.

Il ne cesse de nous brosser un tableau très sombre de la situation. Il est vrai qu'une personne ayant habité toute sa vie à Ottawa aurait alors des raisons d'être très pessimiste si elle allait finir sa vie en Europe de l'Est. Cependant, j'invite mon collègue de Calgary-Nord-Est à venir à Calgary de temps à autre; il y trouvera une économie diversifiée, prospère et en pleine expansion. Je prends le cas de ma propre circonscription et du parc industriel de Foothills. On y retrouve un grand savoir-faire, on y met au point une technologie novatrice et de pointe et on y crée de nouveaux emplois pas simplement dans le secteur pétrolier et gazier; il s'agit là d'une nouvelle économie prospère qui peut profiter du libre accès au marché américain. Ainsi, des sociétés de Calgary écoulent aux États-Unis leurs produits et s'implantent sur de nouveaux marchés. Il s'agit là d'une économie optimiste et en pleine expansion grâce à l'Accord de libre-échange.

M. Kindy: Monsieur le Président, je pense que les statistiques sont quelque peu différentes. Je le répète, depuis 1984, il y a eu, en Alberta, 70 000 suppressions d'emplois dans le secteur pétrolier et gazier. C'est là la réalité.

Je suis médecin. J'ai beaucoup d'amis dans ma circonscription qui étaient mes patients. Ils perdent leur emploi et leur maison à cause de la politique du gouvernement. Ce dernier a mis en oeuvre la taxe sur les produits et services qui a entraîné non pas une récession, mais une dépression. D'ailleurs, le gouvernement de l'Alberta conteste devant les tribunaux cette taxe. Et que font les députés d'en face représentant l'Alberta? Ils n'appuient même pas leur gouvernement provincial. Ils soutiennent plutôt le gouvernement centralisateur d'Ottawa.